Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 26 (1934)
Heft: 12

Artikel: La politique de baisse en Italie
Autor: Gridazzi, Mario
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-383992

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

C'est pourquoi l'ajustement approximatif de la durée du travail à l'accroissement de la productivité de ces dernières années est à la fois une nécessité d'équilibre économique et de stabilité sociale.

A l'heure actuelle, la semaine de 40 heures avec maintien des gains antérieurs répond à cette nécessité.

La politique de baisse en Italie.

Par *Mario Gridazzi.*

A part l'Allemagne, nul autre pays n'a appliqué aussi systématiquement que l'Italie fasciste, la politique de déflation comme moyen de surmonter la crise économique. Cet Etat qui jouit d'un pouvoir sans limite, a pu mettre son programme à exécution sans rencontrer aucune opposition et sans avoir à tenir compte d'aucune classe sociale et il a pu tenter ses expériences sans la moindre résistance politique. Les résultats de cette politique économique permettent donc de juger d'une façon plus ou moins sûre le succès remporté, d'autant plus que cette politique est en vigueur depuis plus de 8 ans.

Le fascisme qui prit le pouvoir en 1922 s'occupa tout d'abord très peu ou même pas du tout de l'économie du pays. Il en laissa le soin à ce capitalisme qu'il avait tant défendu. La politique économique fasciste ne date que de 1926 et fut mise en vigueur par un programme exposé par Mussolini. Le 26 août 1926, il proclama son programme économique à Pesaro. Ce dernier prévoyait une baisse générale à appliquer dans tous les domaines. Son premier souci fut de stabiliser la lire et la baisse des prix et des salaires qui en découlait. Cette mesure devait permettre à l'économie de l'Italie déjà fort mal en point de reprendre contact avec les marchés internationaux. Mais ce qu'il fallait avant tout, c'était sauver de la spéculation la lire qui y était constamment exposée. Rappelons à ce sujet les oscillations désordonnées de la lire durant les années qui suivirent la guerre et qui se poursuivirent également sous le règne du fascisme, avec plus d'intensité même. C'est ainsi qu'en 1926 la valeur monétaire de l'Italie était livrée aux pires spéculations. Au cours de l'été de cette année, elle atteignit un niveau encore jamais entrevu. Elle se stabilisa à partir du moment où le Duce exposa son programme à Pesaro. Mais à quel prix! Cette monnaie, qui par rapport à son véritable pouvoir d'achat sur le marché international, était stabilisée beaucoup trop haut, fut payée au prix des restrictions les plus sévères imposées au pays. Le gouvernement avait pour but suprême de compresser le coût de la vie en général et les banques d'émission de l'Etat ne tardèrent pas à poursuivre une réelle politique de

déflation. Les milieux financiers devaient avant tout exercer une pression sur tous les prix. La circulation des billets de banque de la Banque d'Italie fut limitée systématiquement et cette mesure est encore actuellement en vigueur. Les chiffres que nous publions ci-dessous prouvent nettement la manière dont les banques d'émission encouragèrent la politique de déflation. La circulation des billets de banque, en millions de lires, fut à la fin décembre des années suivantes (chiffres extraits de l'Annuario Statistico Italiano, 1934) :

1926	18 340	1931	14 295
1927	17 992	1932	13 672
1928	17 295	1933	13 243
1929	16 774	1934	13 003
1930	15 680	(Moyenne de janvier à août)	

De 1926 à 1933, la circulation des billets a diminué de plus de 5 milliards de lires. Cette réduction se répartit sur toutes les années, mais elle fut particulièrement marquée en 1929.

A part cette influence qu'exercèrent les banques d'émission sur les prix, des mesures furent prises en même temps pour réduire les frais de la production. La pression exercée sur les salaires fut suivie de celle sur les prix, mais il ressort maintenant déjà que les répercussions de la baisse des salaires furent plus rapides et plus générales que celles de la baisse des prix. Les premières baisses de salaires ordonnées par les syndicats fascistes furent effectuées en mai 1927 et furent de 10 % aussi bien pour l'agriculture que pour l'industrie. Suivant le gouvernement, cette réduction équivalait à la plus-value de la lire et ne réduisait en rien le pouvoir d'achat réel du salaire.

Les salaires ainsi « adaptés » parurent encore trop élevés puisque après quelques mois seulement une nouvelle baisse fut « proposée » aux ouvriers. Les industriels avisèrent le grand Conseil fasciste que les frais de production étaient encore trop élevés. Il fallait donner suite à leur désir en opérant une seconde réduction des salaires. Par voie de circulaire, le chef du gouvernement annonça à son peuple qu'une nouvelle baisse des frais, c'est-à-dire des salaires, devenait indispensable. Cette fois-ci elle ne devait pas être inférieure à 10 % et ne pas dépasser 20 % du fait « que dans le premier cas elle ne suffirait pas à l'équilibre nécessaire et dans le second cas, elle dépasserait la baisse actuelle du coût de la vie ». Des doutes s'étant élevés sur la question de savoir si la nouvelle baisse à appliquer devait être ajoutée à celle qui venait d'être effectuée ou si elle devait être imposée indépendamment, la direction du parti fasciste déclara que « la nouvelle baisse ne devait pas dépasser 20 % en tout ». Si la première baisse avait été de 10 %, la seconde ne devait donc pas dépasser 10 %. Cependant, pour laisser toute latitude aux patrons dans l'interprétation de ses prescriptions, cette même direction déclarait quelques jours

plus tard que la situation spéciale de certaines industries nécessitait le dépassement des 20 %. (Voir *Corriere della Sera*, 8 octobre 1927.)

Ainsi, malgré les tarifs fixés les salaires étaient plus ou moins livrés à l'arbitraire des patrons individuellement ou des groupes patronaux. De plus, les conditions ne sont pas uniformes mais varient selon les provinces. Il ressort indirectement d'une circulaire publiée par Mussolini, dans laquelle, selon le *Regime Fascista* du août 1928, il déclare: « que la situation économique de l'Italie s'est améliorée à un point que l'on ne saurait exiger de nouveaux sacrifices de la part des ouvriers » que la vague de baisse ne s'arrêta pas là et qu'elle se poursuivit longtemps après que le gouvernement en ait annoncé la fin. Mais, malgré cette déclaration, les salaires ne continuèrent pas moins à être réduits. La preuve suivante nous suffit. Dans ses «Prospettive economiche» de 1931, Mortara publia l'index officiel des salaires. L'index prévu pour le premier semestre 1928 était de 545, tandis que le chiffre correspondant pour les 6 premiers mois de 1931 s'élevait à 537. Comparativement à ces chiffres, il y a baisse, si petite soit-elle. (Dans l'édition de 1932 des « Prospettive economiche », Mortara prouva par la statistique qu'il y avait eu hausse de salaire pour la même période. En remplacement du chiffre-index 545, qui avait été indiqué pour les 6 premiers mois de 1928, on mentionna 530. Le chiffre-index correspondant pour 1931 ne fut par contre pas modifié et c'est ainsi qu'on « prouva » que les salaires avaient augmenté de 7 points durant cette période.)

Considérons maintenant la troisième baisse de salaires ordonnée par le gouvernement. Elle fut annoncée en 1930 et fut mise en vigueur au mois de décembre de la même année. Cette fois-ci les fonctionnaires d'Etat furent les premiers frappés. Leurs traitements furent réduits de 12 %. Le gouvernement invita en outre les administrations communales à faire subir la même baisse à leurs fonctionnaires. En connexion directe à cette réduction des salaires imposée au personnel de l'Etat, les entreprises privées furent autorisées à faire subir également une nouvelle baisse à leurs ouvriers. Cette dernière était fixée de 8 à 10 % pour l'industrie et, par contre, de 15 à 20 % pour l'agriculture. Une fois encore il ne s'agissait pas de chiffres inflexibles, mais qui pouvaient varier suivant les entreprises. Dans les déclarations que la direction du parti crut devoir faire, elle rendit les intéressés attentifs au fait que la baisse des salaires « ne pouvait être comptée mathématiquement »; en d'autres termes on donnait une fois encore libre cours à l'arbitraire de chaque patron, cela d'autant plus que la nouvelle ordonnance prescrivait nettement que seuls les ouvriers capables d'un rendement 100 % avaient le droit de prétendre à ces salaires. Les entreprises eurent à déterminer elles-mêmes les ouvriers de cette catégorie et les autres. Ces dispositions concernèrent particulièrement les ouvriers agricoles et furent nette-

ment approuvées par le syndicat fasciste de l'agriculture. (Voir *Lavoro fascista* du 6 décembre 1930.)

C'est en consultant la presse italienne que nous pourrons le plus facilement prouver dans quelle mesure les salaires ont été réduits en Italie depuis le début de la politique économique fasciste jusqu'en 1932. C'est ainsi, par exemple, que Biagi, alors secrétaire de l'association industrielle, en parla dans le *Corriere della Sera* du 29 mars 1932. Il déclara que de juin 1927 à décembre 1928 les salaires des ouvriers furent réduits de 20 % environ. Une nouvelle baisse de 10 % à peu près fut effectuée en 1929. Les salaires ainsi réduits subirent une nouvelle baisse en novembre 1930, qui « dans certains cas ne dépassa pas 18 %, mais qui dans d'autres atteignit jusqu'à 25 % ». Il déclara en outre que « nombre d'autres adaptations » eurent lieu. C'est ainsi également qu'un fonctionnaire du syndicat fasciste, De Marsanich, se permit de déclarer le 7 mars 1932 à la Chambre italienne qu'au cours des quatre dernières années les salaires avaient été réduits systématiquement par des milliers de contrats de travail dans toutes les branches de la production, et que l'on avait réalisé ainsi d'appréciables pourcentages. Il ajoutait « qu'il ne fallait pas considérer la collaboration des classes comme étant le sacrifice d'une classe pour l'autre ». Un article, publié par la *Lavoro fascista* le 2 juin 1933, confirme qu'au cours des cinq dernières années les syndicats ont admis les réductions de salaires suivantes, en plus de celles qui avaient déjà été effectuées en 1927: verriers 30 à 40 %, ouvriers du coton 40 %, ouvriers de la laine 27 %, ouvriers de l'industrie du chanvre et du jute 30 %, ouvriers métallurgistes 23 %, ouvriers du bâtiment 30 %, ouvriers du bois 18 %, ouvriers occupés aux services du gaz, de l'électricité et de l'eau 22 %, imprimeurs 16 %, industrie du meuble 20 %.

Nous le répétons, ces données sont extraites de la presse fasciste, c'est pourquoi on ne saurait prétendre qu'il s'agit là de chiffres tendancieux. Les salaires des ouvriers de la campagne ont été tout particulièrement baissés dans de très fortes proportions, dans certaines provinces jusqu'à 40, 50 et 60 % de 1926 à 1932.

Mais, malgré toutes ces mesures, la politique de baisse du gouvernement italien n'avait pas encore atteint son but. Malgré leur caractère très rigoureux parfois, elles n'étaient pas parvenues à améliorer l'économie ni surtout la balance commerciale et celle des payements. L'insuccès des mesures appliquées jusque là aurait dû faire comprendre au gouvernement que dans les circonstances qui dominent actuellement le trafic international des marchandises, une nouvelle baisse des prix et des salaires ne procurerait pas le résultat escompté. Néanmoins le gouvernement décréta une nouvelle baisse des salaires au mois d'avril de cette année. Tenant compte de la situation alarmante des finances de l'Etat, une nouvelle baisse fut décrétée le 14 avril 1934 et qui devait toucher en

premier lieu les fonctionnaires de l'Etat et toutes les entreprises se rattachant sous une forme ou l'autre à l'Etat. Le décret prévoyait une réduction de 20 % pour les membres du gouvernement. Les classes touchant un salaire mensuel de 1000 à 1500 lires furent réduites de 6 %, celles de 1500 à 2000 lires de 10 % et finalement celles de plus de 2000 lires de 12 %. Les pensions versées par l'Etat furent à leur tour diminuées de 12 %. Les fonctionnaires ne furent pas seuls à payer leur tribut, mais les employés des entreprises communales, les ouvriers travaillant dans les ateliers de l'Etat et dans les entreprises publiques y passèrent également. A ajouter les fonctionnaires et ouvriers des catégories correspondantes dans la province et dans les communes.

Nous renonçons à décrire le développement subi par les salaires par des chiffres. Et cela pour deux raisons. Nous tenons tout d'abord à exposer le caractère et la direction donnés à la politique de baisse du gouvernement italien. Il ne s'agit pas ici de mesure mais bien plus du principe sur lequel repose la baisse et de ses répercussions sur les autres facteurs de l'économie. En second lieu il nous paraît qu'une statistique sur ce mouvement de salaires, établie d'après les colonnes de chiffres, n'est pas précisément indiquée. Toute statistique de salaire à elle seule présente nombre de difficultés qui ne sont pas faites pour faciliter une comparaison très fidèle. Dans le cas particulier, il fut très difficile sinon impossible d'établir une comparaison avec le développement précédent, la base changeant constamment.

Nous renonçons également à établir dans notre exposé le rapport assez peu important qu'il y a entre les prix réduits et les salaires réduits, c'est-à-dire le coût de la vie. Néanmoins la presse italienne ne cesse de prétendre que depuis le printemps de cette année, bien que les salaires nominaux aient diminué, le salaire réel est en réalité plus élevé que durant les années 1928 et 1929. C'est ainsi que le 7 avril 1934 les *Organizzazione industriale* ont cité les chiffres suivants. Selon ces organisations l'index des salaires du salaire horaire nominal moyen aurait été réduit de 9,7 % pour la moyenne de la période du mois d'août au mois de juillet 1929 jusqu'en décembre 1933, alors que l'index national du coût de la vie est tombé de 20,9 % durant la même période. Ainsi malgré la forte réduction des salaires effectuée en 1928, le salaire réel de l'ouvrier italien aurait augmenté de 14,2 %. Nous croyons être en droit de suspecter l'authenticité de ces chiffres et nous allons justifier notre incrédulité sur la base de données provenant également de l'Italie. Nous avons déjà attiré l'attention de nos lecteurs sur la « modification du point de vue » de Mortara en ce qui concerne l'index des salaires de l'année 1928.

Salvemini, dans un article publié dans le numéro 8 de la *Giustigia e Liberta* de 1933, a prouvé les modifications suivantes de l'index des salaires. Jusqu'en 1927, les index ont été comptés

sur la base des salaires d'ouvriers victimes d'accidents et assurés auprès de l'Institut national d'assurances. Les données concernaient l'Italie tout entière et furent établies sur la base des primes. En mars 1928, l'Association des industriels fut chargée d'établir l'index des salaires. Pour 1927, année lors de laquelle les salaires subirent une baisse de 20 % environ, deux index seulement furent établis, soit un par semestre. Il ressort des publications de 1928 que les salaires du deuxième semestre 1927 jusqu'au premier semestre de 1928 sont tombés de 584 à 545, soit donc de 5 % seulement. En réalité, la baisse des salaires fut beaucoup plus forte. (Voir à ce sujet Mortara, *Prospettive*, 1929, page 454.)

En ce qui concerne les chiffres-index du coût de la vie, il en est exactement de même. Jusqu'en 1926, ils furent établis par la commune de Milan. En février 1927, par contre, le calcul de l'index fut confié au professeur Gini, l'ami par excellence des industriels. Auparavant, Gini s'était opposé aux calculs de Mortara au nom des industriels, et il est intéressant de constater que Mortara répondit à cette attaque de Gini en disant « que les parties intéressées étaient les plus mal placées pour avoir une opinion neutre ». (*Prospettive* 1926, page 453.) Le fait que peu de temps après le même Mortara suspendit ses calculs et fit siens ceux de Gini, qu'il qualifiait tout d'abord de non objectifs prouve donc bien que ces chiffres ne sont pas exacts. L'index établi par Gini sur le coût de la vie fut réduit dans une mesure réellement « satisfaisante ». Il fut de 655 en janvier 1927 pour descendre à 531 en décembre de la même année. Dans l'espace d'une année, il est donc tombé de 19 %.

Malgré cela, il semble que la population ne s'est pas rendu compte de la baisse des prix. C'est ainsi que Mortara écrivait (*Prospettive* 1930, page 518) que ce qui a caractérisé l'Italie durant les années 1928 et 1929, c'est la contradiction qu'il y avait entre l'augmentation du coût de la vie et la baisse des salaires. Et on pouvait lire dans le *Lavoro fascista* du 21 novembre 1930: « alors que les salaires ne cessent de baisser en 1928, le coût de la vie reste réellement le même, augmente même de quelques points, tandis que les loyers augmentent effectivement ». Le même journal disait encore le 25 novembre: « Nous espérons que la baisse du coût de la vie ne subit pas seulement une trêve, comme tant d'autres fois (donc en 1927), qu'il ne s'agit pas d'une flamme vacillante, prête à s'éteindre. » Le *Corriere della Sera* déclarait en novembre 1930: « La population a subi des baisses sous deux points de vue: la baisse de 10 % de son salaire de 1922 à 1926, de plus entre 1927 et 1933 elle perdit 20 % pour le moins et c'est pourquoi en 1932 il n'est pas douteux que son salaire ne lui permit pas d'acheter le même nombre de marchandises qu'en 1922. »

Pour terminer l'avis des *Problemi del lavoro*, selon lequel en juin 1930 l'appareil de baisses sur les salaires et traitements a

parfaitement fonctionné mais qu'il n'a pas su réduire dans la même proportion les prix des produits destinés à la consommation. Sur la base de cette opinion comme aussi sur celle des expériences faites à ce sujet, il nous est bien permis de prétendre (comparez l'action de baisse des prix et des salaires décrétée par Brüning en 1931 en Allemagne) que la baisse des salaires peut évidemment être imposée, mais par contre pour des raisons d'ordre économique et en faisant totalement abstraction de la résistance naturelle de ceux qui en sont victimes, une baisse des prix n'est pas aussi facilement applicable.

Mussolini lui-même semble douter de sa propre statistique. Il ne faut rien voir d'autre dans son discours du mois d'avril de cette année sur l'usage qu'on peut faire de l'indice établi et sur l'objectivité indiscutable de ses auteurs en ce qui concerne les salaires et le coût de la vie. Il doit paraître étrange que dans le même discours il rappelle à ses sénateurs que les données sur les salaires sont extraites de la statistique du Bureau international du Travail, lequel n'a nul intérêt à favoriser l'Italie fasciste. Et, cependant, il ne devait pas ignorer que les chiffres, établis par le Bureau international du travail, sont extraits des rapports italiens. Il est curieux en outre que malgré qu'il prétend que le salaire réel a augmenté, Mussolini ne cesse de répéter dans son discours que « ce sacrifice de la classe ouvrière » est consenti dans l'intérêt du pays afin de gagner « la bataille sur les marchés internationaux et pour augmenter l'exportation ». (Voir *Organizzazione industriali* du 2 juin 1934.) Soit le coût de la vie a sensiblement diminué et les ouvriers n'ont à faire aucun sacrifice, au contraire, ils peuvent acheter davantage malgré la baisse des salaires nominaux, ou alors, les prix n'auraient pas pu être réduits dans une telle mesure et ne concordent pas avec les chiffres-index officiels. Au cours des années précédentes, Mortara semble s'être rallié à cet avis, du fait qu'en 1932 il dit au sujet de la statistique des salaires: « En ce qui concerne les salaires, nous doutons quelque peu de l'usage que l'on peut faire des chiffres établis, et nous sommes d'avis que la réduction effective a été beaucoup plus forte que celle indiquée par les chiffres désignés. »

Un fait plus important réside dans la question de savoir quels ont été les effets de cette politique de déflation. Nous nous bornons ici à citer quelques chiffres empruntés aux organisations économiques centrales. Il faut reconnaître tout d'abord que malgré la baisse rigoureuse des prix et des salaires, l'exportation de l'Italie n'a pas été améliorée. Cette dernière fut, comme celles d'autres pays, très fortement réduite, si ce n'est davantage que les autres. C'est ainsi que dans le discours déjà cité, Mussolini déclarait: « Notre bilan commercial est mal en point. » Les importations de marchandises à destination de l'Italie ont été:

1928	22	milliards	de	lires
1929	21	»	»	»
1930	17	»	»	»
1931	11	»	»	»
1932	8	»	»	»
1933	7	»	412	millions de lires.

En ce qui concerne l'exportation, Mussolini cita les chiffres suivants:

en millions de lires

1928	14 998	1931	10 109
1929	15 935	1932	6 811
1930	12 119	1933	5 979

Dans l'espace de 5 ans, l'exportation a donc diminué de 30 % environ, et pour 1934 Mussolini dut se rendre à l'évidence que la situation ne s'était pas améliorée, le bilan commercial pour les quatre premiers mois bouclant par un déficit de 966 millions de lires. Il dut reconnaître dans le même discours que l'Italie, malgré les nouveaux sacrifices consentis, n'est toujours pas en mesure de soutenir la concurrence avec l'Amérique et le Japon qui ont dévalorisé leurs monnaies.

Le nombre des chômeurs prouve également que la politique de déflation n'a nullement déchargé le marché du travail dans le pays. En 1927, on comptait 278,484 chômeurs (complets), mais ce nombre augmenta dans les proportions suivantes les années qui suivirent:

1928	324 422	1931	734 454
1929	300 787	1932	1 006 442
1930	425 437	1933	1 018 955

Au cours de juillet et d'août de cette année, le chômage atteignit 870,000 personnes malgré la décharge saisonnière. L'augmentation du chômage est nettement soulignée par les dépenses sans cesse croissantes de l'Etat pour les travaux publics et qui sont destinés à lutter contre le chômage.

Les déficits, qui se sont produits au cours des années, s'expliquent aisément si nous tenons compte que la situation financière du ménage de l'Etat a été créée par le déficit du bilan des payements nécessité par celui du bilan commercial ainsi que par l'augmentation du chômage et la diminution de la productivité, donc par la réduction des recettes de l'Etat.

(Données d'après Mortara, *Prospettive*, 1934, page 562.)

Comptes annuels	Recettes	Dépenses	Excédent	Dettes de l'Etat			
		en millions	de lires				
1925/26	21,293	20,825	+ 468	91,309	le	30 juin	1926
1926/27	21,450	21,014	+ 436	90,664	»	30 »	1927
1927/28	20,072	19,575	+ 497	86,446	»	30 »	1928
1928/29	20,201	19,646	+ 555	87,124	»	30 »	1929
1929/30	19,838	19,668	+ 170	87,949	»	30 avril	1930
1930/31	20,387	20,891	— 504	91,442	»	30 »	1931
1931/32	19,324	23,191	— 3,867	95,572	»	30 »	1932
1932/33	18,217	21,766	— 3,549	97,215	»	30 »	1933
1933/34 (11 mois)	16,039	22,842	— 6,803	102,224	»	31 mai	1934

A considérer ces chiffres, nous nous rendons compte avant tout que depuis 1931 les recettes ont constamment diminué comparativement à 1930 et que les dépenses n'ont fait qu'augmenter. Et l'augmentation par bond de la dette publique qui vient s'ajouter à cet état de choses est due plus ou moins à ces déficits de l'Etat qui furent couverts par des emprunts. Un fait qui frappe plus particulièrement, c'est l'augmentation sans cesse croissante de la dette intérieure de l'Italie depuis 1928, qui du 30 juin 1930 au 31 mai a passé à 14,275 milliards. A considérer les recettes, il ressort nettement que pour le moment il n'est pas question de prélever de nouveaux impôts en Italie. Dans le discours qu'ils a prononcé devant la Chambre au printemps de cette année, Mussolini a dit lui-même que l'Italie avait atteint la limite en ce qui concerne les impôts « et qu'il était indispensable de laisser le contribuable italien en paix pour un certain temps », si l'on ne veut pas le faire ployer sous le poids des impôts. Parmi les dépenses figurent principalement le service des intérêts des dettes reprises ainsi que le service militaire et l'éducation nationale, lesquels marchent naturellement de pair. En outre, de sensibles dépenses ont été faites au cours des dernières années pour les travaux publics. L'augmentation constante des dépenses alors que les recettes et le niveau de la vie diminuent prouve bien que l'Etat autoritaire a toutes les peines du monde à s'en sortir.

Ce qui est encore plus grave pour l'économie du pays, ce sont les déficits croissants dans le bilan des payements, qui se sont surtout manifestés ces derniers mois par une très sensible fuite de l'or. Depuis la stabilisation de la lire, c'est en 1933 pour la première fois que la Banque d'Italie est parvenue à augmenter son compte-or. En mai de cette année, la monnaie italienne était encore couverte dans la proportion de 53,6 % par l'or et les devises-or. Mais depuis fin 1933 le compte des devises et de l'or de la Banque d'Italie, qui était de 7397 milliards de lires, est tombé à 6117 milliards. Au cours de ces derniers mois, la Banque d'Italie a donc subi une perte de 1,3 milliards environ. Actuellement, la couverture des billets est encore de 46 %. Cet état de choses ne présente encore aucun danger, mais néanmoins à la suite

de la fuite d'or qui se poursuit et le manque de signes avant-coureurs d'une amélioration du bilan des payements, la lire italienne pourrait être menacée.

Bien que la politique de déflation n'ait remporté aucun succès dans tous les domaines économiques, les chefs responsables de l'Italie ne semblent cependant pas vouloir renoncer à poursuivre cette politique. Le 26 novembre, la Banque d'Italie a porté son taux d'escompte de 3 à 4 %. C'est là une transformation radicale dans la politique de baisse des intérêts pour la conversion des dettes. En opérant une conversion, la banque parvient à réduire les intérêts en tant que facteur de frais et les met ainsi en rapport avec toute la politique de la baisse des prix. En agissant ainsi elle s'est réservée le moyen de poursuivre sa politique de déflation. L'augmentation du taux d'escompte semble avoir une influence restrictive. La nouvelle politique des banques d'émission d'Italie doit renchérir l'argent pour arriver à une diminution de l'économie à laquelle la réserve d'or de plus en plus réduite des banques d'émission semble répondre.

Nous n'avons pas la prétention d'avoir donné un tableau complet de l'économie italienne dans le présent exposé. Bien plus, nous avons essayé de répondre à la question de savoir si la politique de déflation permet de sortir de la crise actuelle ou si, au contraire, elle ne mène pas plutôt à la faillite de l'économie. Les chiffres cités prouvent nettement que grâce à sa politique de déflation l'Italie se trouve depuis 1926 déjà dans une crise latente qui l'a affaiblie; c'est ainsi que l'Italie fut le pays le moins capable de résister à la crise économique qui sévit en 1929 et la pression exercée sur les prix a atteint doublement l'économie italienne comme elle lui fut le plus préjudiciable.

L'Association pour la politique sociale.

Par *Werner Köng.*

Il y a quelques mois, le président de l'Association pour la politique sociale, Werner Sombart, informa les membres que cette association était à la veille de sa dissolution. La révolution politique, en Allemagne, rend impossible toute activité de la plus importante organisation d'économistes scientifiques des pays de langue allemande. La sphère d'influence de l'Association pour la politique sociale débordait des frontières de l'Allemagne. Elle comptait parmi ses membres des personnalités d'Autriche, de la Suisse et de Tchécoslovaquie. Ses investigations ne se limitaient pas non plus à l'Allemagne et il n'était pas rare qu'elles fussent confiées à des collaborateurs étrangers. Parmi les nombreuses associations scientifiques qui, depuis le 5 mars 1933, ont été ou synchronisées ou dissoutes (ce qui aboutit à peu près aux mêmes